

On s'est enfin imaginé, — et c'est là une erreur encore très répandue, — que, parmi les capitaux, la *monnaie* tenait une place à part, son importance étant si grande qu'il fallait au besoin tout sacrifier pour en augmenter l'accumulation dans le pays. A de certaines époques, la politique économique des nations fut dominée presque exclusivement par cette idée. Nous étudierons plus loin la monnaie et montrerons quel est son rôle; mais dès maintenant on peut prévoir qu'à l'égard de l'industrie ce rôle est restreint. On ne fabrique pas les produits avec de la monnaie, mais bien avec des matières premières et des instruments. La monnaie aide seulement à la circulation de ces objets, qui, grâce à elle, passent plus facilement d'un possesseur à un autre pour arriver aux mains de ceux qui peuvent les utiliser. Les services dont la production lui est redevable sont donc tout à fait analogues à ceux que rend l'industrie commerciale. C'est dire qu'ils sont coûteux; et, en effet, la monnaie nous coûte de nombreuses richesses qui seraient à notre disposition si nous pouvions nous dispenser de l'employer. Un peuple doit donc s'efforcer de restreindre au strict minimum ses besoins de monnaie. L'Angleterre, par exemple, qui se contente d'environ trois milliards d'espèces d'or et d'argent, est, à ce point de vue, dans une situation bien préférable à celle de la France, où le stock monétaire en permanence flotte entre sept et huit milliards. En économisant sur le service de ses échanges, la première de ces deux nations abaisse le coût de production de ses produits, et elle conquiert ainsi de précieux avantages sur les marchés internationaux.

Lire dans les *Extraits* :

Jean-Baptiste Say : De l'emploi du Capital (p. 203).

Adam Smith : Capital fixe et Capital circulant (p. 114)



HUITIÈME LEÇON

§ 2.

LE CAPITAL AU POINT DE VUE INDIVIDUEL

Programme officiel : Le Capital (*suite*) ; différentes espèces de Capital (*suite*).

La notion du capital au point de vue des particuliers. —

Nous avons, au paragraphe précédent, envisagé le capital en nous plaçant au point de vue social. En conséquence, nous n'avons rangé parmi les capitaux que les richesses qui, servant à en produire d'autres, augmentent la puissance productrice d'une société. C'est seulement, en effet, quand on le définit ainsi qu'on peut dire que le capital est *un élément de la production*.

Mais les particuliers, se plaçant au point de vue de leurs intérêts personnels, emploient le mot capital dans un sens tout différent.

Chacun de nous, en effet, distingue, dans l'ensemble de ses biens, deux parts : l'une destinée à subvenir à ses besoins journaliers, l'autre qu'il fera valoir pour en tirer des revenus ou bénéfices quelconques. Un homme qui a placé 100,000 francs à 5 pour 100, et qui vient de recevoir les intérêts de cet argent, ne confond pas les 5,000 francs ainsi touchés avec la somme qui les lui a procurés. Ces 5,000 francs, il va les employer pour son usage personnel, tandis que les 100,000 francs resteront placés de manière à continuer de fournir des intérêts. Or, cette part de ses biens qui produit des revenus ou des bénéfices, le particulier l'appelle son capital.

Mais il est aisé de constater qu'il prend ainsi le mot capital dans un sens particulier, essentiellement contingent, car un ensemble de richesses peut fort bien rapporter des revenus à son propriétaire alors que sa consommation n'augmente en rien la masse des richesses existantes dans la société, ou même la diminue : quand il en

est ainsi, il apparaît clairement que l'individu appelle capital une richesse qui n'est en aucune façon un élément de la production.

Sans doute, le plus souvent, le particulier cherchera à se procurer des revenus ou bénéfices en se servant de ses richesses pour en produire d'autres plus abondantes, ou tout au moins en les prêtant, moyennant intérêt, à un producteur. En pareil cas, le point de vue social et le point de vue individuel concordent parfaitement. C'est ainsi que les bâtiments industriels, les terres arables, les machines, les matières premières, sont considérés comme des capitaux aussi bien par l'individu que par la société. Mais il peut en être autrement.

L'homme économe qui prête une somme d'argent à un prodigue reçoit des intérêts tant que la somme ne lui est pas remboursée; cette somme est donc pour lui un capital. Comment en serait-elle un pour la société, puisque le prêt, loin de profiter à l'industrie, permet à l'emprunteur de détruire des richesses sans les reconstituer? De même, tout commerçant appelle capital la marchandise qu'il a achetée pour la revendre avec bénéfice; mais cette marchandise n'est peut-être pas susceptible d'un emploi reproductif. Le pain, par exemple, qui est un capital pour le boulanger, ne l'est pas pour la société: il appartient au fonds de consommation. Enfin, le chef d'industrie, s'il dresse la liste de ce qu'il appelle les capitaux de son entreprise, fait entrer dans cette liste des richesses que la société ne reconnaît pas pour telles. Les approvisionnements qu'il distribue aux ouvriers sous forme de monnaie sont, en effet, pour le patron, du capital au même titre que les machines ou les bâtiments de son usine, car il a emprunté les uns comme les autres, il doit également en servir l'intérêt¹, et n'a dès lors aucune raison de distinguer entre eux. Mais au point de vue social, nous avons vu qu'on ne peut pas considérer les approvisionnements comme des capitaux. Ils ne sont pas un élément de la production, car ils n'intéressent celle-ci que d'une façon indirecte et lointaine. L'ouvrier ne se sert pas de son salaire pour produire, mais pour vivre, et souvent même pour se procurer un bien-être qui n'a aucun rapport avec l'entretien de ses forces et l'énergie de son travail.

Les capitaux fixes et les capitaux circulants au point de vue des particuliers. — Ce n'est pas seulement quand il s'agit de définir le capital que cette dualité de points de vue se manifeste. On la retrouve à propos de la division des capitaux en capitaux fixes et capitaux circulants.

Le particulier distingue, sans doute, parmi les richesses qu'il ap-

1. S'il ne les a pas empruntés, il entend bénéficier de leur emploi, ce qui revient au même.

pelle ses capitaux parce qu'elles lui rapportent des revenus ou bénéfices, des capitaux fixes et des capitaux circulants; mais il établit cette distinction tout autrement qu'on ne le fait quand on se place au point de vue social. Il considère comme capital fixe la richesse dont il peut tirer bénéfice sans cesser d'en être propriétaire, et comme capital circulant celle dont il ne peut tirer profit sans qu'elle sorte de son patrimoine. Pour la société, au contraire, nous avons dit que le capital fixe est celui qui peut servir à plusieurs opérations, et le capital circulant celui qui disparaît nécessairement quand on l'emploie, sauf à se retrouver en équivalent dans le produit.

Souvent, il est vrai, la société et l'individu se rencontreront dans leur appréciation. Ainsi: une maison, une ferme, une machine, quand on les loue, sont, pour leur propriétaire, des capitaux fixes, puisque, après lui avoir procuré des revenus, ils lui seront restitués; or, ils le sont aussi pour la société. Mais il n'en sera pas toujours ainsi.

Certains capitaux qui, au point de vue social, doivent être classés parmi les capitaux fixes, seront pour le particulier des capitaux circulants. Le constructeur de machines, par exemple, considère les produits de sa fabrication comme des capitaux circulants, car il se propose de les vendre et ne peut, en effet, en tirer bénéfice sans qu'ils sortent de son patrimoine. Pour la société, au contraire, une machine est toujours un capital fixe.

Mais la monnaie fournit l'exemple le plus curieux. Au point de vue social, elle constitue essentiellement un capital fixe, c'est même l'un de ceux qui s'usent le plus lentement, la même pièce pouvant servir à un nombre indéfini d'échanges. Pour le particulier, au contraire, elle est le type du capital circulant, car il est impossible d'en tirer parti sans en transmettre la propriété à autrui.

Ces divergences profondes dans la manière dont la société et les particuliers envisagent le capital ne doivent pas étonner. Le particulier, qui agit et qui pense en tenant compte avant tout de ses intérêts propres, est moins préoccupé des progrès de la production générale que de l'accroissement de la part à lui revenir dans l'ensemble des richesses existantes ou en voie de création. La société, au contraire, est médiocrement intéressée à ce que tel bien appartienne à l'un plutôt qu'à l'autre, tandis qu'il lui importe hautement que l'accumulation des richesses augmente constamment. L'individu, pour distinguer parmi ses biens ceux qui sont pour lui des capitaux, se place donc au point de vue de la *distribution* des richesses, alors qu'à l'égard de la société le capital ne doit être envisagé qu'en tant qu'élément de la *production*.

Il n'en est pas moins regrettable que le même terme soit ainsi employé pour désigner des choses parfois si dissemblables. Il serait

à désirer que le nom de capital fût réservé à la richesse qui sert à en produire une autre, et qu'une expression différente permit de désigner celle qui, en fait, est consommée d'une façon non reproductive, mais dont quelqu'un tire des revenus ou bénéfices. Dans l'impossibilité de changer sur ce point les usages, quelques économistes ont proposé de distinguer au moins par des épithètes ces deux catégories de capitaux. Le capital envisagé au point de vue social serait appelé *capital de production*, celui qui procure seulement des revenus prendrait le nom de *capital de profit* ou de *capital lucratif*.

Quoi qu'il en soit, la distinction que nous venons d'établir est essentielle. Elle n'a pas seulement pour résultat d'éviter la confusion sur le rôle et sur la nature des divers capitaux, elle va nous permettre de faire comprendre comment se forme, se conserve et s'accroît le fonds des capitaux (*capital de production*) dans une société avancée, où la direction du mouvement économique est abandonnée aux particuliers.

§ 3.

DE LA FORMATION DU CAPITAL ET DE SON ACCUMULATION

Programme officiel : Comment l'Épargne forme, accroît et conserve le Capital.

De la formation, de la conservation et de l'accroissement du capital. — Le fonds des capitaux étant composé uniquement de richesses, chaque capital est évidemment produit, comme toute richesse, grâce au concours du travail, de la nature et des capitaux antérieurement existants. Une machine à vapeur, une matière première quelconque, un bâtiment d'usine n'ont certainement pas d'autre origine.

Mais, en constatant cette vérité d'évidence, on ne répond pas à la question que nous posons. Nous n'avons pas, en ce moment, à nous préoccuper de la façon dont se fabrique *chaque capital*, nous

devons chercher comment **se forme, se conserve et s'accroît le capital**, c'est-à-dire l'ensemble des capitaux ; par quels faits, si l'on veut, s'expliquent la formation, la conservation et l'accroissement, au sein d'une société, d'un *fonds des capitaux* à côté du fonds de consommation.

Or, nous avons déjà constaté¹ que le fonds des capitaux ne peut se former, se maintenir et s'accroître que grâce à une répartition convenable des forces industrielles, une partie de ces forces étant consacrée à la production des capitaux pendant que l'autre renouvelle et augmente le fonds de consommation. Il s'agit donc, en définitive, de savoir quels sont les faits qui permettent cette répartition convenable des forces industrielles.

Une analyse très simple suffit à les mettre en lumière. Ce sont : d'une part, l'épargne et la destination donnée à la chose épargnée, et, d'autre part, les inventions.

1° DE L'ÉPARGNE. — COMMENT L'ÉPARGNE AIDE A FORMER, A CONSERVER ET A ACCROÎTRE LE CAPITAL. — L'épargne n'est autre chose qu'un effort d'abstinence. Celui-là épargne qui, ayant à sa disposition un objet propre à satisfaire l'un de ses besoins, s'abstient de le consommer.

C'est assez dire que l'épargne ne porte que sur les richesses appartenant au fonds de consommation. On peut épargner un aliment ou un vêtement, on n'épargne pas des machines ou des matières premières.

On se tromperait donc si l'on croyait que l'épargne suffit à produire des capitaux. Elle représente seulement le premier pas à faire, la première condition à réaliser pour arriver à en produire. Son effet se borne à ménager le fonds de consommation de façon à ce que son entretien n'absorbe pas toutes les forces disponibles et qu'une partie de celles-ci puisse être employée à produire des capitaux.

2° DE LA DESTINATION DONNÉE A LA CHOSE ÉPARGNÉE. — Encore ne suffit-il pas d'épargner pour que ce résultat soit obtenu. L'épargne, si elle n'est pas suivie d'un emploi utile de la richesse épargnée, aboutit à la *thésaurisation*, c'est-à-dire à un entassement stérile des richesses qui peut assurer pour un certain temps la satisfaction des besoins de l'homme, mais n'apporte aucun secours à la production.

Il reste à savoir quelle destination doit être donnée à la partie du fonds de consommation qui a été épargnée pour que son emploi facilite la capitalisation.

On le voit aisément si l'on se place, par la pensée, en présence de l'une de ces sociétés primitives, réunion de quelques familles obéissant aux ordres absolus d'un chef. Ce chef décidera quelle portion des approvisionnements sera épargnée aujourd'hui pour être con-

1. Voy. ci-dessus, p. 79 in fine.

sommée les jours suivants, pendant que les membres de la famille se livreront à quelque travail de longue haleine, comme la fabrication d'un engin de pêche ou de chasse. On épargnera donc aujourd'hui pour pouvoir consommer demain et se donner ainsi le temps de créer des capitaux.

Il n'en est pas autrement dans nos sociétés : le mécanisme est seulement plus compliqué, parce que le soin d'assurer l'épargne et celui d'en déterminer l'emploi sont abandonnés à l'initiative des particuliers. Or, dans nos sociétés, il n'y a qu'un nombre restreint d'individus en état d'épargner : ce sont ceux dont les ressources sont plus que suffisantes à la satisfaction des besoins de première nécessité. S'ils n'épargnaient pas, ou s'ils thésaurisaient, ils consommeraient ou conserveraient par devers eux une grande partie du fonds de consommation ; l'industrie, privée des ressources nécessaires pour faire à la classe ouvrière les avances dont elle a besoin, ne pourrait entreprendre aucun travail de longue durée. Elle devrait se restreindre à la production d'objets susceptibles d'une consommation immédiate ; il lui serait donc impossible de consacrer des forces suffisantes à l'entretien et à l'augmentation du fonds des capitaux. Celui-ci diminuerait rapidement et, de son côté, le fonds de consommation, difficilement renouvelé faute de capitaux, ne tarderait pas à s'épuiser. La misère surviendrait bientôt et la civilisation reculerait.

C'est donc en livrant leur épargne aux entrepreneurs pour la distribuer en salaires, c'est-à-dire en mettant le fonds de consommation à la disposition de tous, que les individus qui épargnent dans nos sociétés permettent à l'industrie de produire des capitaux.

3^o DES INVENTIONS. — Mais tous leurs efforts resteraient inutiles si l'industrie, mise à même de s'organiser de la façon la plus avantageuse et d'activer la production, ne savait pas le faire.

Dans les temps préhistoriques, il a dû arriver, peut-être à maintes reprises, que l'homme, nanti par une chance heureuse, comme le passage d'une troupe d'animaux ou d'un banc de poissons, de ressources abondantes, n'en profitât pas faute de savoir créer des capitaux. Ces approvisionnements exceptionnels épuisés, il retombait dans sa situation antérieure. Il fallut que l'idée lui fût venue de fabriquer un outil pour qu'il pût mettre à profit le loisir dû aux approvisionnements amassés.

Il en est encore de même aujourd'hui. C'est grâce à l'esprit d'invention qu'une partie des forces industrielles peut être employée à produire des capitaux. Ces capitaux se perfectionnent à mesure que les inventions se succèdent, les réserves s'accroissent et l'épargne peut croître en même temps que le bien-être de tous augmente.

Comme on le voit, les éléments que nous venons d'étudier forment un ensemble indivisible. Ils sont également indispensables pour que

le capital se forme, se conserve et s'accroisse, et c'est de leur réunion que résulte le progrès économique. Une société qui épargnerait beaucoup, mais travaillerait peu ou sans art, resterait pauvre en capitaux ; et, sans l'épargne, le travail, si capable d'ingéniosité et d'énergie qu'on le suppose, ne pourrait s'organiser comme il convient pour une abondante capitalisation.

Comment l'initiative privée assure la capitalisation.

— Cette capitalisation, c'est à l'initiative individuelle qu'est abandonné, dans les sociétés, le soin d'en assurer le développement. De même que, dans ces sociétés, chacun est libre de travailler à son gré, de même c'est sur les efforts des particuliers que l'on compte pour entretenir et augmenter le fonds des capitaux. Tout au plus, l'État intervient-il pour encourager, à l'aide de certaines institutions, l'épargne chez la classe ouvrière, ou, dans des cas exceptionnels, pour se charger de grands travaux d'intérêt général, que les particuliers ne feraient pas, faute d'un intérêt personnel qui les y pousse, ou feraient dans des conditions peu avantageuses. Au premier cas, l'État agit dans un but d'apaisement social ; au second, il n'est qu'un entrepreneur comme les autres, créant des capitaux comme beaucoup d'entre eux le font, agissant seulement avec plus de puissance. Mais son intervention reste restreinte : il n'a pas la prétention de diriger la société dans la formation des capitaux.

Cette attitude réservée de l'État est nécessaire, car rien ne serait plus dangereux que de confier aux gouvernements le soin de capitaliser. D'abord, ils ne pourraient s'en acquitter qu'à la condition de mettre la main sur l'industrie tout entière et de l'organiser par voie d'autorité, puisqu'ils auraient à déterminer quelle portion des forces industrielles sera consacrée à créer des capitaux, et quelle portion emploiera les capitaux existants à fabriquer des produits achevés. Ce ne serait rien moins que la suppression de la liberté du travail. En outre, il est particulièrement difficile aux gouvernements d'épargner. Assaillis par les solliciteurs, ayant à se défendre contre mille convoitises, réprimant difficilement la négligence ou la prodigalité de leurs agents qu'aucun intérêt direct ne pousse à se montrer actifs et économes, ils ont déjà bien de la peine à ne pas gaspiller. Comment pourraient-ils se charger d'assurer à la nation l'épargne abondante, constamment renouvelée, dont elle a besoin pour être à même d'entretenir et d'augmenter son capital ?

L'État a donc raison de renoncer à diriger la capitalisation. L'initiative individuelle seule peut se charger de cette œuvre difficile.

PRÉVOYANCE ET DÉSIR DE S'ENRICHIR. — Les particuliers sont en effet poussés à capitaliser par les mobiles les plus puissants qui, en matière économique, puissent agir sur l'homme : la prévoyance et le désir de s'enrichir.

Le premier sentiment les porte à l'épargne. C'est parce qu'ils éprouvent le désir d'assurer l'avenir, de se ménager des ressources pour leurs besoins futurs que les hommes s'abstiennent de consommer immédiatement les richesses qui sont à leur disposition. Ce désir, l'individu le ressent d'autant plus fortement que, responsable de ses actes, il sait ne devoir compter que sur lui-même. Ce n'est pas à dire que, même dans les sociétés les plus avancées, tous ceux qui pourraient épargner épargnent en effet : beaucoup manquent de sagesse et d'énergie. Mais une nation civilisée comprend toujours un certain nombre d'hommes prévoyants et modérés : ce sont ceux-là qui pratiquent l'épargne.

Ils y sont d'ailleurs encouragés par le désir très légitime qu'ils éprouvent d'augmenter leur état de richesse. On n'épargne plus guère, en effet, dans le seul but d'amasser des ressources pour l'avenir. La thésaurisation, si fréquente autrefois, a presque complètement disparu de nos mœurs. La prévoyance qui porte à l'épargne est presque toujours accompagnée du désir d'employer la richesse épargnée à se créer des revenus ou à réaliser des bénéfices quelconques. Le particulier qui épargne ne manquera donc pas de chercher pour la richesse épargnée un emploi productif, c'est-à-dire qu'il la mettra à la disposition de l'industrie et aidera ainsi les entrepreneurs à organiser le travail de la façon la plus avantageuse.

Enfin, les entrepreneurs qui, eux aussi, désirent s'enrichir, ne manqueront pas de profiter de ce secours pour augmenter la force productive de l'industrie : ils chercheront les modes d'emploi les plus lucratifs pour les richesses que l'épargne leur livre et seront naturellement amenés à consacrer une forte portion des forces industrielles à la création de capitaux.

LA DIVISION DU TRAVAIL DE CAPITALISATION. — L'action des sentiments qui encouragent les particuliers à capitaliser est d'ailleurs secondée par une organisation spontanée qui facilite les efforts en les limitant.

Beaucoup d'individus, qui ont le goût de l'épargne, ne peuvent ou n'osent utiliser eux-mêmes les richesses qu'ils ont épargnées : ils préfèrent les confier, moyennant rémunération, à d'autres qui se chargeront d'en tirer parti. On ne leur laisse guère le souci de chercher un placement. De tous côtés les demandes viennent à eux, sous les formes les plus diverses. Ils peuvent, par exemple, acheter quelques-uns de ces titres si nombreux, actions, obligations, titres de rente, qui s'échangent chaque jour à la Bourse. Ils procurent à la société dont ils achètent l'action ou l'obligation, à l'État qui leur vend le titre de rente, les moyens de produire et, en échange, ils obtiennent un dividende, un intérêt, une rente, en un mot un revenu. Craint-il de se tromper dans son choix ? l'individu qui

épargne peut encore se contenter de remettre son épargne à un intermédiaire qui lui inspire confiance, à un banquier, par exemple. Celui-ci lui payera un intérêt et acquerra ainsi le droit de choisir, avec son expérience des affaires et sa connaissance du monde industriel, l'individu auquel il confiera la richesse pour en tirer parti.

Il s'opère donc une division du travail de capitalisation qui, non seulement encourage l'épargne, mais encore diminue les dangers qu'un emploi imprudent ferait courir à la richesse épargnée. Ce n'est pas, sans doute, que l'épargne créée ne soit jamais perdue pour la société. Il ne faut pas oublier que le particulier, en cherchant un placement, désire moins aider l'industrie que se procurer un revenu. L'épargnant, ou l'intermédiaire qui a reçu son épargne, ne se préoccupe pas tant, lorsqu'il consent un prêt, de ce qui sera fait de la somme empruntée, que de la rémunération promise et des garanties offertes. Il est donc possible que l'épargne tombe aux mains d'un emprunteur qui la consomme pour son usage personnel. Quelquefois aussi, malgré les précautions prises, elle sera confiée à un entrepreneur incapable ou malheureux qui l'anéantira sans en tirer parti. Dans ces divers cas, le travail d'épargne ne profite en rien à la société.

Ces faits sont évidemment regrettables, mais ils sont relativement peu fréquents et ne sauraient entrer en balance avec les grands avantages de l'organisation que nous venons de décrire.

LA MONNAIE FACILITANT L'ÉPARGNE. — Ajoutons d'ailleurs que l'emploi de la monnaie achève de faciliter le travail d'épargne en le simplifiant. Celui qui veut à l'aide de l'épargne se créer des revenus, n'est pas obligé d'emmagasiner des richesses en nature : il se borne à mettre de côté des pièces de monnaie. Ces pièces de monnaie permettant à celui qui les possède de se procurer une certaine quantité des richesses existantes ou à créer, les prêter équivalent à prêter ces richesses elle-mêmes. C'est donc sous forme de monnaie que l'épargne parvient aux entrepreneurs, qui s'en servent pour acheter ou faire fabriquer les richesses dont ils ont besoin dans leurs entreprises.

Pourquoi les progrès de la capitalisation ne sont pas également rapides chez tous les peuples ou à toutes les époques. — Il est maintenant aisé de comprendre que les progrès de la capitalisation ne peuvent être les mêmes chez tous les peuples à un moment donné, ni chez une même nation aux différentes périodes de son histoire.

C'est qu'en effet la prévoyance est une vertu qui ne se répand qu'autant que certaines conditions de milieu en favorisent le développement.

1^o Elle suppose avant tout un certain perfectionnement moral et intellectuel, fruit d'une éducation et d'une instruction bien comprises. Mais ses progrès peuvent en outre être encouragés ou au contraire enrayés, par les institutions et les mœurs du pays. Les lois les plus favorables aux progrès de l'épargne sont celles qui assurent le mieux à l'individu la libre disposition des richesses qu'il possède. Il convient notamment de respecter scrupuleusement la liberté de transmettre ses biens par testament et d'organiser la succession *ab intestat*; car l'affection que chacun porte aux siens, le désir d'assurer leur bien-être, élargissent l'avenir et engendrent la prévoyance. L'État fait également œuvre prudente quand il s'abstient d'intervenir en matière d'assistance autrement que pour l'indispensable. Sans doute, on ne peut refuser un secours à celui qui est dans le dénûment, mais il faut se garder de dépasser la juste mesure et d'encourager la paresse ou l'imprévoyance. Les peuples dont la législation reconnaît au profit des indigents un *droit* à l'assistance, manquent à ces principes de sagesse et nuisent au progrès de l'épargne. Il faut du reste que l'État soit ici secondé par les particuliers, c'est-à-dire que la charité privée s'exerce avec circonspection.

Ajoutons enfin que certains arrangements peuvent beaucoup pour encourager l'épargne. Nous signalerons notamment l'organisation des caisses d'épargne, des caisses ou des sociétés d'assurance et des associations coopératives, que nous nous réservons de décrire plus tard.

2^o Une autre cause agit encore et très énergiquement sur le développement de l'épargne : c'est le plus ou moins de puissance de l'industrie. L'épargne n'étant autre chose qu'un prélèvement fait sur les produits achevés que celle-ci nous livre, peut naturellement suivre les progrès de la production. Une nation qui est riche épargnera aisément plus que celle qui ne l'est pas, et plus aussi qu'au temps où elle-même était pauvre. C'est ainsi que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les États-Unis, capitalisent plus rapidement que la Russie, que l'Autriche ou que l'Italie; et chez tous ces peuples la rapidité d'accumulation des capitaux est aujourd'hui bien supérieure à ce qu'elle était au siècle dernier.

3^o Épargner, nous le savons, ne suffit pas pour que la création des capitaux soit rendue possible, il faut que la richesse épargnée soit livrée à l'industrie. Il est donc indispensable que ceux qui épargnent ne soient pas induits en défiance. Les craintes de guerre, l'incertitude sur la stabilité politique, le défaut d'habileté ou de loyauté des entrepreneurs, la rapacité de certains gouvernements, la tendance à protéger telle classe de la population aux dépens des autres, voilà autant de causes qui nuisent à la capitalisation. Le manque de sécurité qui en résulte n'empêche peut-être pas l'épargne, mais il pousse à la thésaurisation. L'homme prévoyant, incertain de l'ave-

nir, économise bien, mais il cache les richesses ainsi amassées et l'industrie ne profite pas de son abstinence.

4^o Enfin les progrès de l'esprit d'invention sont loin d'être les mêmes partout et à toute époque.

Il est bien vrai qu'aujourd'hui, grâce aux perfectionnements des moyens de communication, les idées nouvelles franchissent presque instantanément les distances et peuvent se répandre dans le monde entier. Mais, sans même parler des arrangements internationaux relatifs aux brevets d'invention, que d'obstacles l'ignorance et la routine n'opposent-elles pas à la mise en pratique des inventions ! Si l'accumulation des capitaux se fait plus vite en Angleterre qu'en France, n'est-ce pas, en grande partie, parce que les entrepreneurs anglais sont plus que les nôtres actifs, hardis, prêts aux tentatives et prompts aux perfectionnements ?

Mais c'est surtout quand on compare les époques que les inégalités dont nous parlons apparaissent. Rien de plus irrégulier, en effet, que les progrès de la capitalisation chez un même peuple au cours des temps. A des époques d'accalmie, où l'augmentation du fonds des capitaux est progressive et lente, succèdent des périodes de fièvre, où son accroissement prend un essor parfois prodigieux. Ces alternatives ne se comprendraient guère si l'épargne créait directement les capitaux : l'augmentation de ceux-ci serait régulière, mais nécessairement lente et pénible. Mais nous savons que l'épargne ne crée pas les capitaux, elle permet seulement qu'ils soient produits; c'est l'art industriel qui les enfante et ses progrès sont naturellement irréguliers. Il faut une longue incubation des idées et de pénibles recherches avant que de grandes découvertes se produisent qui ouvrent à l'industrie des voies nouvelles : elle se précipite alors. Le capital est renouvelé, transformé; les capitaux n'augmentent pas seulement en nombre mais aussi en puissance, et en quelques années la force productive de l'industrie peut se trouver considérablement accrue. — Les grandes inventions qui ont marqué le XIX^e siècle, ont produit des périodes de ce genre. De 1850 à 1865, notamment, les progrès de l'outillage des manufactures en France furent énormes et ce fut dans le même temps que l'on construisit les chemins de fer et que la grande industrie prit son essor. — Mais l'œuvre une fois accomplie, l'industrie n'ayant plus qu'à entretenir et à accroître progressivement en le perfectionnant le capital nouveau qu'elle vient de créer, l'accumulation des capitaux reprend une marche simplement normale. Nous sommes actuellement dans une phase de ce genre.

Une Doctrine et une formule à rejeter. — Nous croyons utile, avant de terminer ce chapitre, de mettre nos lecteurs en garde contre une erreur très répandue et contre une formule aussi célèbre qu'inexacte.

La plupart des économistes voient dans l'épargne l'unique source du capital : elle seule suffirait, selon, eux à le former, à le conserver et à l'accroître.

Cette doctrine repose à la fois sur une erreur et sur un abus de langage.

L'erreur résulte de ce que l'on oublie le rôle prépondérant des inventions dans la formation, dans l'entretien et dans l'augmentation du fonds des capitaux. En réalité l'épargne ne crée rien, elle met seulement de côté, elle conserve : elle ne s'applique d'ailleurs qu'au fonds de consommation et n'a par conséquent aucune action *directe* sur l'accumulation des capitaux. — Son rôle n'en reste pas moins considérable puisque c'est grâce à elle que l'industrie peut s'organiser convenablement et créer des capitaux, mais, si considérable qu'il soit, nous verrons plus tard combien il importe de ne pas l'exagérer¹.

L'abus de langage consiste à désigner par un seul mot deux faits parfaitement distincts : l'épargne, c'est-à-dire l'effort d'abstinence, et la destination donnée à la richesse épargnée.

On reconnaît bien, en effet, qu'il ne suffit pas, pour concourir à la formation du capital, de s'abstenir de consommer pour son usage personnel une partie des richesses dont on dispose, qu'il faut en outre livrer ces richesses à la consommation industrielle. Mais, dit-on, celui qui se borne à ne pas consommer *thésaurise*, celui-là seul *épargne* qui, après avoir soustrait la chose à la consommation de jouissance, la livre à l'industrie. De là une formule souvent employée : « Épargner c'est dépenser. »

Mais, en s'exprimant ainsi, on force évidemment le sens des mots. Épargner est une chose et dépenser en est une autre. Il est vrai qu'en général l'épargne et la dépense ont lieu presque simultanément. Plus souvent encore ce sera par la destination donnée à la chose que se manifestera l'effort d'abstinence. C'est quand le laboureur sème son blé que l'on constate qu'il l'a épargné. Mais, si intimement liés qu'ils soient l'un à l'autre, les deux actes n'en sont pas moins distincts et l'analyse doit les dégager. En réalité, la formule que nous repoussons est un de ces mots brillants qu'une science jeune et encore contestée forge volontiers pour frapper les esprits, mais auxquels il faut renoncer pour peu que l'on tienne à s'exprimer avec précision.

1. Voy. par ex. Partie IV, ch. II : *le Luxe*.

Lire dans les *Extraits* :

Adam Smith : Dépenses utiles et dépenses inutiles (p. 117).



NEUVIÈME LEÇON

DEUXIÈME PARTIE

DISTRIBUTION DE LA RICHESSE

Nous venons de montrer comment la nature, le travail et le capital concourent à la production des richesses. Nous allons maintenant examiner comment s'opère la distribution de ces richesses entre les hommes.

La partie de l'économie politique que nous abordons est particulièrement intéressante par les problèmes qu'elle soulève et les controverses qu'elle suscite. Le bien-être de chacun, en effet, dépend essentiellement de la quantité de richesses qui lui est attribuée ; or, il s'est établi, en fait, chez les peuples avancés, un système de distribution qui répartit inégalement les biens entre les hommes. À côté de gens riches, ou du moins dans l'aisance, on en voit qui sont pauvres ou même misérables. Il n'est pas étonnant que des récriminations se fassent entendre et, qu'au nom de l'équité, quelques-uns réclament une organisation nouvelle rendant impossibles de pareils résultats.

Ces revendications semblent d'autant mieux fondées que le choix d'un régime de distribution des richesses paraît dépendre uniquement de la volonté des hommes. Quand il s'agit de la production, si l'on trouve quelque chose à reprendre aux lois naturelles qui la régissent, il faut bien s'incliner devant la force des choses. On peut regretter, par exemple, qu'elle exige tant d'efforts et de soins, mais, personne n'y pouvant rien, nul ne réclame. Si, au contraire, un régime de distribution paraît critiquable, pourquoi ne pas le modifier en changeant, par des lois, les arrangements sociaux ? Les hommes ne sont-ils pas les maîtres de réaliser, à ce point de vue, ce qu'ils estiment être l'idéal ? On serait d'autant plus porté à le croire que le régime de distribution actuel n'a pas toujours été pratiqué.